



Élections européennes 2024 : La coalition Blue Up 2024 émet des recommandations citoyennes pour une meilleure protection des océans

Communiqué de presse 23 octobre 2023 | Pour diffusion immédiate



Le 23 octobre, les organisations à l'origine de la campagne "Blue Up 2024 !" ont porté les recommandations des citoyens pour une meilleure protection de l'océan au Parlement européen lors d'un événement organisé sous le patronage de la députée européenne Catherine Chabaud.

L'océan : une question centrale pour l'avenir

Les années à venir détermineront l'avenir de notre planète : l'UE prendra des décisions importantes qui auront un impact sur l'océan, que ce soit en matière d'énergie, de pollution plastique, de transport maritime ou de pêche.

Ces décisions concernent tous les citoyens européens. Leur implication dans la vie civique et démocratique est donc déterminante pour façonner l'avenir.

Lors des dernières élections européennes, les partis politiques et les candidats ont inclus davantage de propositions relatives à l'environnement dans leurs manifestes et programmes, mais peu de propositions relatives à l'océan.

Les citoyens portent la voix de l'Océan

Blue Up 2024 ! est une campagne européenne qui vise à offrir aux citoyens de l'UE et aux organisations de la société civile qui se préoccupent et s'engagent pour l'océan la possibilité d'exprimer leurs points de vue sur la protection de l'océan et de les porter à la connaissance des décideurs européens.

Dans le cadre de cette campagne, la coalition, menée par Surfrider Foundation a lancé la plus grande consultation citoyenne sur l'Océan au niveau européen, intitulée "It's Bluedy Time, Europe !"

De décembre 2022 à mai 2023, experts et citoyens amoureux de l'Océan ont revisité la protection de l'Océan.

Près de 400 propositions, idées et solutions ont été partagées sur la façon dont l'Union européenne peut agir pour mieux protéger l'Océan au cours de son prochain mandat.

Les propositions ont été rassemblées autour de six thèmes différents : **Le changement climatique, la biodiversité, la pollution, l'économie bleue, la santé et la démocratie.**

[Notre rapport avec nos 10 questions se trouve ici](#)

Un événement au Parlement européen pour présenter les demandes des citoyens

Ce 23 octobre, le Parlement européen a accueilli le vernissage de l'exposition photographique de Fabrice Monteiro. A cette occasion, la coalition Blue Up 2024 !, représentée par Kacper Kociumbas, ambassadeur du réseau [Eurocean's youth](#), a remis **le rapport compilant les premières revendications de la campagne à l'eurodéputée Catherine Chabaud.**

" Nous pensons que l'UE est la mieux placée pour agir en faveur de la protection de l'Océan, car elle peut décider de réduire les effets de l'économie bleue, fixer des objectifs et des obligations afin de prendre des mesures pour protéger les zones marines, interdire les activités nuisibles sur terre et en mer et donner la parole aux communautés océaniques touchées. "a déclaré Kacper Kociumbas. Après avoir remis le rapport à la députée, il a poursuivi : "Avec ce rapport, nous souhaitons exprimer l'urgence de protéger les océans et les mers au niveau de l'UE. Alors que nous nous dirigeons vers une période électorale, nous souhaitons également, avec ce rapport, inviter les décideurs de l'UE à accroître leur action et leur ambition en matière de protection des océans au cours du prochain mandat. "

[Des photos de l'événement sont disponibles ici](#)

Les demandes des citoyens sont les suivantes :

- En matière de pollution, **réduire la production de plastique** au niveau européen et plaider pour une réduction au niveau mondial, et retirer du marché les produits chimiques les plus dangereux,
- **Réduire considérablement les émissions, la pollution et les impacts globaux de l'économie bleue,**
- En matière de changement climatique, **réduire les émissions mondiales de carbone** et celles de l'économie bleue, mais aussi restaurer la biodiversité et les zones côtières afin de protéger leur rôle de zone tampon contre les effets du changement climatique,
- **Protéger au moins 30 % de l'océan**, dont au moins 10 % en protection totale ou élevée, y compris les zones particulièrement vulnérables à haute valeur écologique,
- **Réduire les émissions sonores** en appliquant des règles strictes à la navigation et en interdisant les forages en mer,
- **Limiter strictement l'approvisionnement en poisson et en produits de la mer à ceux provenant de pêcheries durables**, à faible émission de carbone et locales,
- **Mettre en place une gouvernance plus inclusive et durable.**

[Les propositions détaillées sont disponibles ici](#)

Nous restons à la disposition des journalistes pour toute demande d'information ou d'interview.



EUROCEAN'S YOUTH

Surfrider Foundation

Blutopia

Gallifrey foundation

Seas at Risk

Rethink Plastic

Break Free from Plastic

Acteon

Global Youth Biodiversity Network

Kelonia

Réunion des musées régionaux

Seal Rescue Ireland

Wings of the Ocean

Chelonia

Ocean and Climate Platform

Vertidos Cero

Aimm

Youth and Environment Europe

EurOcean's Youth

AEBAM

Ibiza and Formentera Preservation

À propos de *Blue Up 2024!*

Blue Up 2024 est une campagne visant à placer la protection des océans au cœur de l'agenda politique avant les élections européennes.

Nous le faisons avec le soutien des citoyens européens qui ont participé à la consultation que nous avons lancée en décembre 2022. Ils nous ont fait part de leurs idées et solutions sur la manière dont l'Union européenne devrait renforcer et consolider ses politiques de protection des océans.

Sur la base des plus de 400 contributions reçues, nous avons identifié 10 propositions politiques majeures. Ces propositions sont les mesures que nous voulons mettre en tête des priorités des candidats aux élections européennes de juin 2024.

CONTACT :

Lionel Cheylus | Responsable relations médias | +33 6 08 10 58 02 | lcheylus@surfrider.eu

Maydelee Hernandez | Assistante relations médias | presse@surfrider.eu



Ce projet a reçu un financement du programme Life de l'Union européenne. Le soutien de la Commission européenne à la réalisation de cette campagne ne constitue pas une approbation de son contenu, qui n'engage que ses auteurs, et la Commission ne peut être tenue pour responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.